

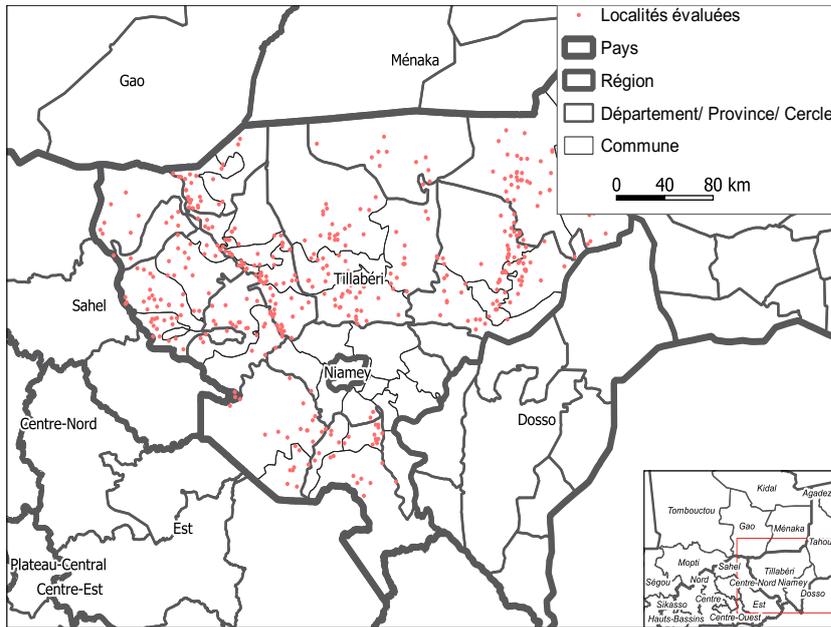
# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Novembre 2021

## Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de Tillabéri<sup>1</sup>



## Départements (unité administrative 2) couverts

Tillabéri | Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingué, Gothèye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri, Torodi

## Couverture de l'évaluation

- 682** IC interviewés
  - Les IC ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
- 460** localités évaluées<sup>2</sup>
- 11 / 11** Départements (admin 2) évalués avec 5% de couverture ou plus

## Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement d'environ 264 257 personnes déplacées internes (PDI) et de 249 662 820 réfugiés<sup>3</sup>. REACH bénéficie d'un financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre 2019). Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans la région de Tillabéri au mois de novembre 2021. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Centre de ressource REACH](#).

## Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles<sup>1</sup>. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC)<sup>4</sup>. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 8 et le 22 novembre 2021. Il convient de noter que tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

## Résultats clés

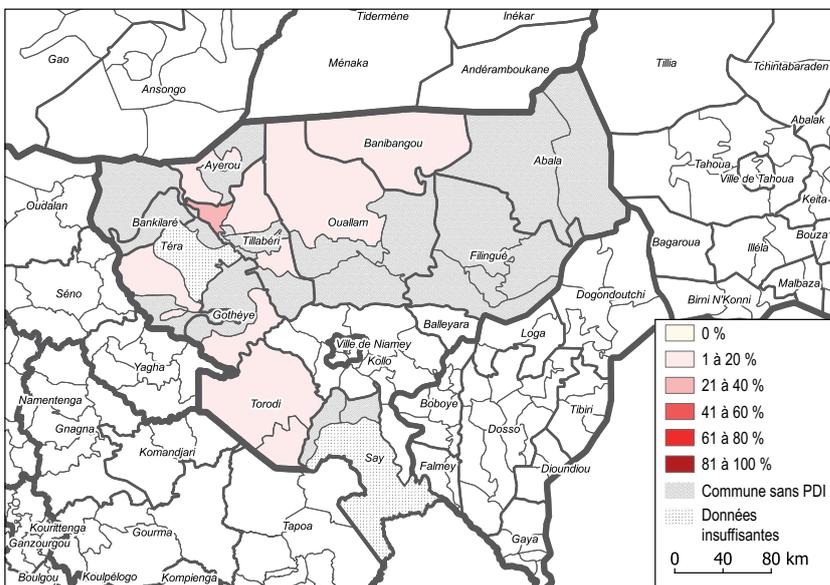
% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Abala	Ayerou	Banibangou	Bankilaré	Filingué	Gothèye	Ouallam	Say	Téra	Tillabéri	Torodi
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	0%	4%	18%	0%	0%	3%	3%	0%	5%	5%	12%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 derniers jours <sup>5</sup>	0%	0%	18%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
La présence de retournés au cours des 30 derniers jours <sup>5</sup>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	71%	89%	100%	83%	63%	61%	56%	10%	75%	73%	40%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	46%	56%	100%	50%	40%	58%	56%	7%	43%	24%	40%
Des contraintes d'accès à distance de marche <sup>6</sup> aux services de santé	0%	11%	9%	0%	0%	0%	4%	0%	5%	5%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche <sup>6</sup> aux services nutritionnels	23%	19%	9%	0%	15%	6%	13%	14%	5%	5%	8%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	54%	41%	73%	83%	45%	52%	29%	21%	64%	46%	32%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI <sup>7 8</sup>	NA <sup>9</sup>	100%	100%	NA <sup>9</sup>	NA <sup>9</sup>	100%	100%	NA <sup>9</sup>	100%	33%	67%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche <sup>6</sup>	13%	41%	64%	67%	3%	10%	10%	3%	49%	10%	24%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	42%	74%	91%	75%	15%	42%	40%	39%	62%	29%	36%

1. La couverture actuelle du projet cible 11 départements de la région de Tillabéri, identifiés comme les plus concernés par la crise sur la bande frontalière et comptant davantage de localités inaccessibles Abala, Ayerou, Banibangou, Ouallam, Say, Tillabéri, Torodi, Gothèye, Filingué, Tera et Bankilaré.  
 2. La source des localités évaluées dans le cadre de cette collecte vient de l'Institut National de la Statistique du Niger. Par ailleurs, le choix des localités a été identifié d'une façon aléatoire au travers des IC sélectionnés.  
 3. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). [Rapport de novembre 2021, Niger](#).  
 4. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne.

5. Dans toute la fiche d'information, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.  
 6. La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.  
 7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.  
 8. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.  
 9. Ce n'est pas applicable en raison de l'absence de PDI.

### 🚶 Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Une conséquence directe de la continuité des déplacements de populations au fil des mois est la présence de groupes de populations déplacées au sein des localités concernées par cette évaluation. En effet, dans 3% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence des PDI parmi la population de la localité. Cela représente une diminution minime par rapport aux données recueillies en septembre (6%). Les localités d'où provenaient la plupart des PDI au cours des 30 derniers jours étaient principalement du département de Téra (20%) et de Torodi (20%). D'après les IC, au cours de novembre 2021 un léger mouvement de population a été enregistré dans la région de Tillabéri. De manière plus précise dans le département de Banibangou 18% des IC enquêtées ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 derniers jours.

### Les facteurs déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées à Tillabéri)<sup>7, 11</sup> :

Violences dans la localité d'origine	87%	████████████████████
Déplacement préventif	13%	██

Les IC de 85% des localités évaluées disent que la proportion de la communauté locale par rapport à la population d'origine est majoritaire. De plus, dans 93% des localités, les IC ont rapporté que les PDI représentent moins de la moitié de la population. Au cours de 30 jours précédant la collecte dans les 11 départements ciblés de Tillabéri aucune présence de retournées n'a été enregistrée selon les IC. En ce qui concerne les réfugiés, les IC de 4% des localités évaluées à Ayerou et 2% à Abala ont rapporté la présence de réfugiés dans leur département au cours des 30 derniers jours.

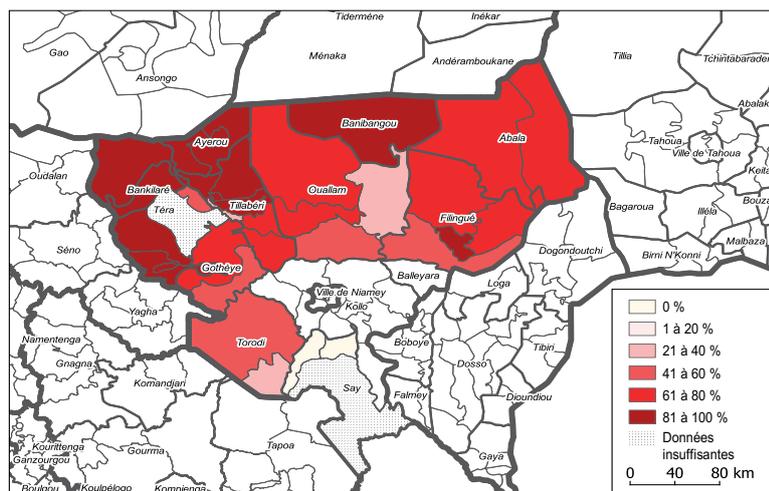
### Principales raisons pour lesquelles la communauté locale ne s'est pas encore déplacée de PDI / réfugiés<sup>10, 11</sup> :

Aucune raison de partir	66%	████████████████████
Ne voulais pas partir	27%	██

### 🍷 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Dans 64% des localités évaluées en novembre 2021, les IC ont signalé que la majorité de la population n'avait pas eu suffisamment d'accès à la nourriture pour subvenir aux besoins de leur ménage, au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Il convient de noter que la situation générale de la sécurité alimentaire dans la région de Tillabéri s'est améliorée par 16% par rapport à ce qui avait été enregistré au mois de septembre 2021 selon les IC enquêtées. Néanmoins, certains départements semblent être moins concernés par cette amélioration de l'accès aux sources de nourriture. C'est le cas de Banibangou (100%), Ayerou (89%) et Bankilaré (83%) où la majorité de la population dans ces départements n'avait pas accès à des quantités suffisantes de nourriture. En outre, les conditions climatiques sont en grande partie responsables puisque les IC mentionnent la sécheresse dans 64% des localités évaluées. D'après les IC, dans 57% des localités évaluées, la population avait accès à leurs moyens de subsistance habituels. Pour ceux qui n'avaient accès à leurs moyens de subsistance, les principaux facteurs étaient principalement le manque d'argent (33%), l'insécurité (27%), l'accès limité aux transports (15%) et l'absence de travail (15%).

### Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



### Raisons les plus citées pour expliquer que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture<sup>7</sup> :

Sécheresse / Pluie insuffisante	64%	████████████████████
Prix élevé / manque d'argent	25%	██
Accès non sécurisé aux terres	23%	██

### % de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



10. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 derniers jours.

11. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Novembre 2021

## Santé et nutrition

Principales contraintes d'accès aux services de santé reportées<sup>6, 11, 12</sup> :

Les infrastructures sont trop éloignées	77%	<div style="width: 77%;"></div>
Il n'y a pas ou plus de travailleurs de santé	23%	<div style="width: 23%;"></div>

Les IC de 97% des localités évaluées ont indiqué que la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche. Parmi les 3% des localités évaluées où les IC ont rapporté l'accès difficile des services de santé fonctionnels à distance de marche, le manque d'infrastructures sanitaires à proximité (77%) était la principale cause citée par les IC, suivi par le manque de personnel médical (23%). Dans 88% des localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels, les services de prise en charge des cas de malnutrition modérée (87%) et sévère (41%) des enfants et la malnutrition modérée des femmes enceintes (62%) étaient les principaux services disponibles.

## Abris et biens non-alimentaires (BNA)

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement<sup>7, 8, 13</sup> :

Ayerou	100%	<div style="width: 100%;"></div>
Banibangou	100%	<div style="width: 100%;"></div>
Ouallam	100%	<div style="width: 100%;"></div>
Gothèye	100%	<div style="width: 100%;"></div>
Tera	100%	<div style="width: 100%;"></div>
Torodi	67%	<div style="width: 67%;"></div>
Tillabéri	33%	<div style="width: 33%;"></div>

Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)<sup>7, 8, 14</sup> :

- 1 Manque d'espace fermé qui garantit des conditions d'intimité **50%**
- 2 Risque d'éviction **17%**
- 3 Abris non acceptés culturellement<sup>15</sup> **8%**

Les populations déplacées semblent être exposé davantage à la précarité des abris selon les IC<sup>16</sup>. Les relations entre la communauté d'accueil et les PDI semblent pouvoir être de nature coopérative car les IC dans 47% des localités évaluées ont rapporté que la majorité des PDI a été accueilli gratuitement au sein de ménages hôte. Pourtant, à Torodi, les IC de 67% des localités évaluées ont indiqué que la majorité des PDI a été accueilli au sein de ménages hôtes contre une rémunération. En effet, les PDI résident principalement dans des maisons en dur (20%) et tente traditionnelles (20%) selon les IC enquêtées. Par ailleurs dans les localités où les IC ont rapporté la destruction d'abris, les principales causes souvent citées par les IC étaient les incendies (50%), les intempéries (25%) et les affrontements armés (25%). Concernant l'indisponibilité des biens non-alimentaires (BNA), les articles d'hygiène pour bébé sont les plus cités par les IC (29% des localités évaluées), suivi des articles d'hygiène de dignité féminins (24%) ainsi que d'autres articles d'hygiène tels que les brosses dents et les dentifrices (20%).

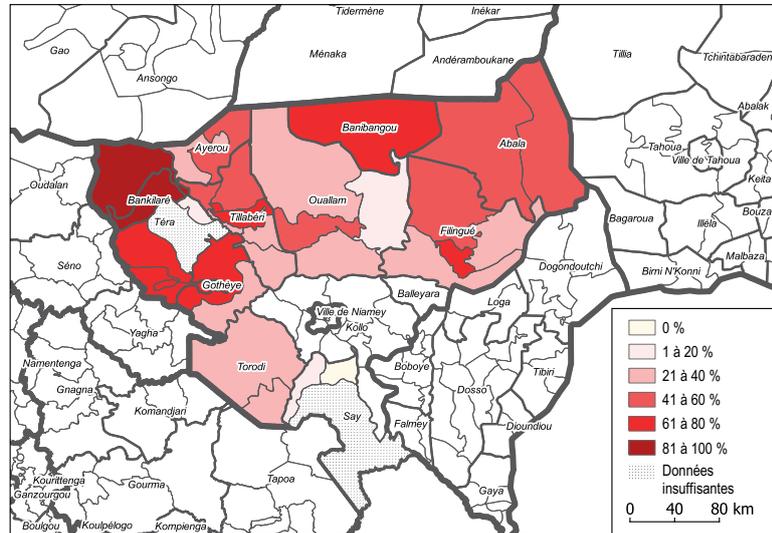
12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas eu accès à des services de santé fonctionnels au cours des 30 derniers jours.

13. Les IC des localités évaluées dans les départements d'Abala, Filingue, Say et Bankilare ont rapporté que aucun PDI est présent dans leurs localités au cours de 30 jours précédant à la collecte.

14. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des condi-

## Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains sans savon ou cendre (Top 4 des départements) :

Ayerou	93%	<div style="width: 93%;"></div>
Banibangou	91%	<div style="width: 91%;"></div>
Abala	90%	<div style="width: 90%;"></div>
Tillabéri	88%	<div style="width: 88%;"></div>

Si les IC dans plus de la moitié (54%) des localités évaluées ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des quantités suffisantes d'eau afin de couvrir les besoins de leur ménage, cette proportion ne dépassait pas les 30% dans les départements de Banibangou (27%) et de Bankilare (17%) au cours de 30 jours précédant l'enquête. Le manque d'infrastructures selon les IC enquêtées semble être un des principaux problèmes liés à l'approvisionnement de l'eau. En effet, dans 30% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence d'un forage comme source d'eau. De plus, les IC de 3% des localités évaluées ont rapporté que la population avait accès à l'eau du robinet à la maison. En termes de temps de marche pour accéder à la source d'eau, les IC ont indiqué que le trajet (l'aller, l'attente, la collecte et le retour) à la source d'eau était moins de 30 minutes pour la population de 70% des localités enquêtées dans la région. Un travail de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement semble nécessaire, selon les informations mentionnées par les IC. Les IC ont ainsi rapporté que dans 85% des localités évaluées la majorité de la population ne se lavait la main qu'avec de l'eau. En termes de traitement des ordures, les IC de 74% ont rapporté la présence d'une décharge ouverte dans la localité. Enfin, l'utilisation de latrines semble limitée car une grande majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre dans 78% des localités évaluées d'après les IC.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines (Top 4 des départements) :

Gothèye	90%	<div style="width: 90%;"></div>
Ayerou	89%	<div style="width: 89%;"></div>
Abala	87%	<div style="width: 87%;"></div>
Bankilare	83%	<div style="width: 83%;"></div>

15. Le type d'abri fourni par la communauté humanitaire pourrait être différent de ce qu'ils ont habitués dans leurs localités d'origine.

16. Catégories considérées comme abris précaires: abri de fortune, abri d'urgence, abri de transition ou à l'air libre bâtiment public.

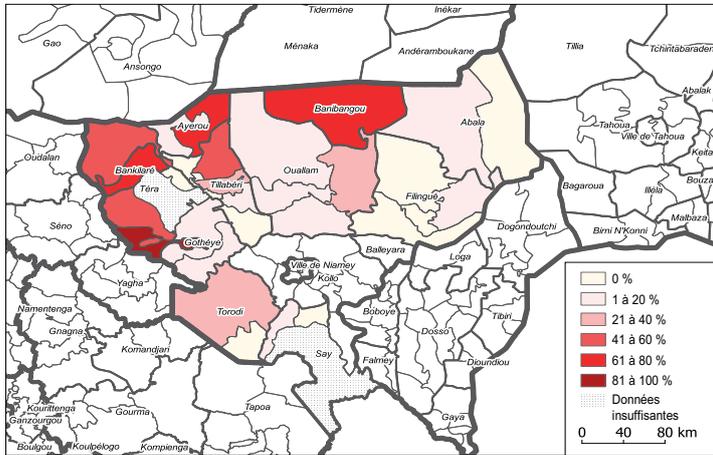
# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

## Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Novembre 2021

### Education

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche<sup>6</sup> :



Les IC de 81% des localités évaluées dans la région ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche, au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Dans les localités où la majorité de la population avait des difficultés d'accès aux services éducatifs fonctionnels, le manque de personnels éducatifs (39%) et l'arrêt de travail par les enseignants pour cause de grèves ou de menaces (28%) ont constitué les principaux obstacles selon les IC enquêtés. Les occupations majeures des filles et des garçons en cas d'indisponibilité des services éducatifs étaient le travail à la maison (57%), et le travail en dehors de la maison (22%). Toutefois, il n'y a aucune stratégie mise en place afin de pallier l'inaccessibilité des services éducatifs, selon les IC de 86% des localités évaluées à Tillabéri.

### Redevabilité envers les populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire (tous les départements enquêtés) :

Gothey	29%	Tillabéri	11%
Ayerou	22%	Téra	10%
Filingue	14%	Banibangou	9%
Ouallam	13%	Say	7%
Abala	12%	Bankilaré	0%
Torodi	12%		

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (3 départements)<sup>17, 18</sup> :

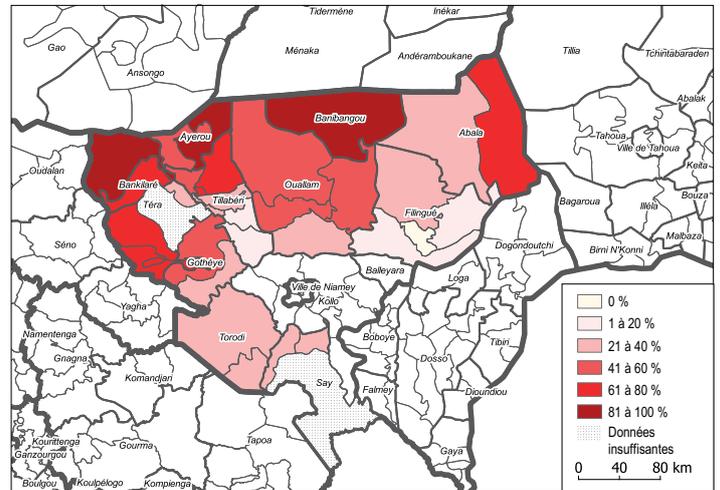
Téra		Ayerou		Bankilaré	
1	SECAL <sup>19</sup> 89%	1	SECAL <sup>19</sup> 96%	1	SECAL <sup>19</sup> 92%
2	EHA 49%	2	Protection 48%	2	EHA 57%
3	Santé 33%	3	EHA 37%	3	Protection 50%

17. Les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qu'ils pensaient prioritaires dans leur localité. Ils pouvaient choisir jusqu'à trois secteurs d'intervention prioritaires.

18. Le critère de sélection a été basé sur les départements ayant les plus fortes proportions en matière de l'insécurité

### Protection

Proportion de localités évaluées en novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités évaluées dans les départements de Tillabéri)<sup>7, 11</sup> :

Violence par un groupe armé	47%
Vol de bétail	30%
Criminalité	19%

Selon les IC, dans 41% des localités évaluées, la population ne se sentait pas en sécurité en particulier dans les départements de Banibangou (91%) et de Bankilaré (75%). En effet, selon le monitoring de protection, dans ces départements, des incursions répétées par les groupes armés ont été les principaux incidents de protection en novembre 2021<sup>20</sup>. Par ailleurs, la violence par les groupes armés constituait la principale préoccupation en matière de protection pour la majorité de la population selon les IC dans 47% des localités évaluées, suivi du vol de bétail (30%) et de la criminalité (19%). De plus, les IC de 3% des localités évaluées ont indiqué des incidents sécuritaires avec des civils tués ou gravement blessés au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données.

### Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas selon les IC (Top 3 des départements) :

Banibangou	73%
Bankilaré	50%
Téra	44%

Les IC ont rapporté que dans 82% des localités évaluées dans la région de Tillabéri, la majorité de la population n'avait pas éprouvé de difficulté pour recevoir de l'information sur l'aide humanitaire disponible. Parmi les populations qui ont accès aux informations humanitaires, les IC de 42% des localités évaluées ont rapporté l'utilisation des téléphones comme principales source d'information. Les IC enquêtées ont mentionné un partage important d'information à travers les structures communautaires/familiales car les principaux pourvoyeurs d'information étaient l'entourage proche (amis, famille, etc.) (56%) et les chefs communautaires (13%). D'ailleurs, dans 72% des localités évaluées, le réseau téléphonique est perçu comme de bonne qualité.

alimentaire.

19. Sécurité Alimentaire.

20. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Monitoring de protection, novembre 2021.